



Pour masquer le naufrage de la « Continuité pédagogique » : l'autoritarisme à la Blanquer

Plus d'un an après le « On est prêt ! » de Jean Michel Blanquer, la hiérarchie de l'Education Nationale n'est toujours pas préparée. Depuis des mois, le Ministre Blanquer et ses porte-paroles zélés refusaient obstinément d'évoquer et de préparer cette hypothèse. Ils avaient fait le choix de sacrifier la santé des personnels, des élèves et de leurs familles pour privilégier l'économie.

Ce mardi 6 avril, les systèmes numériques de l'Education Nationale, financés par les collectivités territoriales (Conseil Départemental de l'Essonne dans les collèges et Conseil Régional Ile-de-France dans les lycées) sont de nouveau inaccessibles. Pourtant, dans les établissements, les chefs d'établissements, multiplient les injonctions à généraliser les classes virtuelles, méprisant la liberté pédagogique et l'expertise de personnels pour assurer au mieux la « continuité pédagogique ». Heureusement de nombreux personnels, connaissant les difficultés d'accès au numérique des familles et anticipant le chaos avaient distribué du travail sur papier avant la fermeture...

Il y a un an, les personnels s'étaient massivement portés volontaires pour garder les enfants des personnels soignants. Vendredi dernier, certains inspecteurs du premier degré multipliaient les pressions ou désignaient, sans attendre, des « volontaires ». Visiblement, l'institution est consciente qu'elle a largement abusé du sens du service public de ses personnels. Depuis des mois, les personnels, épuisés, ont fait tenir l'Ecole, malgré l'inconséquence de leur ministre, malgré les ordres et les contre-ordres.

A moyen terme, rien n'est préparé pour la réouverture des établissements scolaires. Aucun protocole sanitaire sérieux n'est prévu pour éviter qu'après les vacances les établissements redeviennent un lieu de contamination.

Pour l'année scolaire prochaine, afin notamment de rattraper les effets de deux années de crise sanitaire, la CGT Éducation exige un véritable plan d'urgence pour l'Ecole.

Evry, le 06 avril 2021